ADMINISTRATION
4, rue Paradis, 4
ADRESSE MANDATS ET COMMUNICATIONS
A M. L'ADMINISTRATEUR
ANNONCES
A LYON : AGENCE FOURMIE
Rue Confort, 14
A PARIS : AGENCE HAVAS
Place de la Bourse, 8

REDACTION
48, rue de la République, 48
LES MANUSCRITS NON INSCRITS
NE SONT PAS RENDUS
ABONNEMENTS
RHONE
EN DEPARTEMENTS LIMITROPHES
3 mois, 5 fr.; 6 mois 10 fr.; 1 an, 18 fr.
AUTRES DEPARTEMENTS
3 mois, 6 fr.; 6 mois, 12 fr.; 1 an, 22 fr.

L'ÉCHO DE LYON

JOURNAL RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

LES RÉVÉLATIONS DE M. ANDRIEUX

Devant la Commission d'enquête du Panama

Comme nous continuons à recevoir des correspondances au nom de « M. Michel MORETTON, directeur de l'ÉCHO DE LYON », nous avons l'honneur de prévenir le public et tous les intéressés que, depuis le 5 novembre, M. Michel Moretton ne fait plus partie, à aucun titre, ni de la rédaction, ni de l'administration actuelles du journal.

CEUX QUI SERONT DUPES

L'Événement a publié la note suivante : « On a dès à présent la preuve que les chefs du parti monarchique ont acquis de nombreux dossiers de l'affaire du Panama. Les fonds destinés à cette acquisition — deux millions — ont été mis à la disposition du duc de la Trémouille, nous précisons, par le baron de Hirsch, à la suite d'une entrevue qui eut lieu entre le duc et le baron au cours d'une récente chasse en Hongrie. »

Nous ignorons si le fait est vrai, mais il n'a certainement rien d'in vraisemblable. On se souvient que le baron de Hirsch fut un des principaux commanditaires de l'entreprise boulangiste. Il n'y aurait donc rien d'extraordinaire à ce qu'il commandât une entreprise qui a plus d'une ressemblance avec l'autre.

Elle a d'abord cette ressemblance que dans les déclarations du Panama il y a pas mal de boulangistes. On les reconnaît à leur cri qui est le même en 1892 qu'en 1889 : — Aux voleurs ! et à la vertueuse indignation qui empourne leurs joues au simple soupçon que tous les républicains sans exception ne seraient pas doués de la pureté immaculée dont ils ont fait preuve, eux qui se disaient républicains, en se partageant les millions de la duchesse d'Uzès pour faire ce que M. Arthur Meyer appelait le lit et le trou du comte de Paris.

En mettant des millions dans l'affaire de 1889, les chefs du parti monarchique montraient leur naïveté. Car, si l'affaire avait réussi, ce n'est pas le lit du comte de Paris que Boulanger aurait fait, c'est le sien. Il disait à ses intimes : — Je travaille pour Bibi ! et ils riaient ensemble de ces bons royalistes qui se figuraient qu'on fait ces choses-là pour un autre. Les chefs du parti monarchique ne montrent pas une naïveté moindre en mettant des millions dans l'affaire de 1892.

Il faut, en effet, une candeur qui dépasse l'ordinaire pour croire que, le jour où on voudrait assainir la politique et purifier l'air, on s'adresserait au régime où le plus austère des ministres donnait aux électeurs ce mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! » où les centres s'appelaient les ventres, où l'incorruptibilité avait deux noms : Teste et Cubières ; au régime qui a balayé « la Révolution du mépris ».

Si les monarchistes désirent savoir à qui profitera la campagne de boue dont ils font leurs délices, je vais le leur

dire : ce n'est pas à la monarchie, c'est au socialisme.

Quel argument ils fournissent à ceux qui disent que la société actuelle est mal faite, qu'il y a, comme dit Hamlet, « quelque chose de pourri en Danemark », que l'argent est le grand corrupteur, que le capital est l'ennemi !

Nous qui trouvons juste et nécessaire qu'il soit fait une meilleure répartition du bien-être, l'avènement du socialisme n'a rien qui nous effraye ; au contraire. Mais les chefs du parti monarchique, qui ont le socialisme en horreur et en terreur, sont bien bons de travailler pour lui, et nous nous amusons d'avance de la figure qu'ils feront le jour où, triomphant par eux, il s'occupera de leurs rentes et de leurs terres. A. V.

La Politique

M. Clémenceau et M. Déroulède se sont battus en duel. Les conditions du combat étaient aussi rigoureuses que possible. Pas encore assez, cependant, — on a pu le voir par le résultat, — pour que l'affaire se terminât tragiquement.

Mais y aurait-il eu mort d'homme, nous ne voyons guère en quoi la situation de M. Clémenceau en eût été améliorée. Il nous semble, au contraire, que rien n'eût été plus terrible pour lui que la suppression sommaire de M. Déroulède.

Être accusé comme il l'a été par un adversaire politique qui, d'abord, déclare que si les autres se taisent, c'est parce qu'ils redoutent sa supériorité au tir et à l'écriture, — et tout aussitôt démontrer cette supériorité et imposer ainsi le silence à tous ceux qui seraient tentés de s'attaquer à ce tueur d'hommes, — c'est, on en conviendrait, du parlementarisme grand chemin ; — et j'aime à croire que M. Clémenceau l'a compris avant le combat, — et même sur le terrain.

Mais enfin, ni ce duel, ni même la poignée de main qui l'a suivi ne font faire un pas à l'incident soulevé par M. Déroulède. Ce n'est pas en champ clos qu'un homme public se lave d'une accusation — où l'opinion publique réclame, non pas un coup de pistolet, mais des explications qui la satisfassent.

Qu'après, une fois le débat terminé et jugé, l'homme public, redevenant homme privé, soit maître de demander à son accusateur telle réparation qui lui convient, rien de plus logique. Mais l'affaire du Panama, mais l'affaire Cornélius Herz entrent à peine dans leur période aiguë, et quelle responsabilité ne peserait pas aujourd'hui sur M. Clémenceau si ses adversaires pouvaient lui crier : Vous n'avez pas répondu à l'accusation, vous l'avez étouffée. JEAN-CLAUDE.

LA SITUATION

Une chose que se disent, à l'heure présente, beaucoup d'honnêtes gens qui n'ont été ni les moins ardents ni les derniers à réclamer la pleine lumière sur les scandales du Panama, c'est que si l'intérêt de la République et le souci de l'honneur national commandent de livrer les coupables, tous les coupables, à la vindicte de la loi, peut-être cependant n'est-il ni inutile ni prudent de prolonger au delà du terme rigoureusement nécessaire la crise sans nom au milieu

de laquelle ce pauvre pays de France se débat depuis trois semaines.

Nous ne savons pas comment les choses sont conduites ; mais on dirait que les hécatombes savamment espacées dont on nous donne le spectacle sont, dans la coulisse, machinées et mises au point pour un effet de théâtre. Il n'est pas jusqu'à la commission d'enquête, dont la bonne foi et la bonne volonté pourtant ne soulèvent aucun doute, qui ne paraisse se prêter à ce jeu.

La commission tient de courtes séances ; elle perd son temps à interroger des témoins déjà entendus ; elle s'attarde à des besognes secondaires, à des épiluchages sans profit ; elle enveloppe d'un mystère enfantin les résultats de ses investigations ; elle livre la vérité goutte à goutte. A qui bon, puisque ce qu'elle ne dit pas aujourd'hui, il faudra bien qu'elle le dise demain ?

La justice, de son côté, procède aussi avec une lenteur pleine de périls.

On sait, par exemple, que de nouvelles pièces d'importance capitale sont tombées entre ses mains, que quinze chèques et le fameux copie de lettres de M. de Reinach sont retrouvés et qu'elle les a.

Pourquoi le public ne connaît-il pas les noms qui figurent à ces documents ? Quels motifs peut-il y avoir à retarder, ne fut-ce que d'un jour, une publicité à laquelle il est impossible d'échapper ?

Le seul résultat de ces tergiversations, c'est de faire planer sur tous les membres du Parlement, sans distinction, des soupçons qui ne devraient se fixer que sur quelques-uns.

Voilà où nous allons avec ce beau système des révélations par à-coups. Si vous voulez sauver ce que le régime parlementaire garde encore de prestige, faites donc votre enquête, mais pour Dieu ! faites-la vite, et qu'au moins les innocents puissent lever bien haut devant le peuple leurs mains nettes, ou nous allons droit à l'universel blackboulage. H. D.

DÉPÊCHES PAR SERVICE SPECIAL

LE CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 22 décembre.

M. Siegfried a annoncé que le projet relatif aux arrangements commerciaux avec divers pays viendrait en discussion aujourd'hui à la Chambre.

M. Tirard a annoncé qu'il demanderait au Sénat de voter au plus tôt le projet des douanes provisoires.

M. Ribot a reçu une délégation de la sériciculture et de l'industrie de la soie présentée par MM. Bérenger, Fougère et Malartre, qui ont entretenu le ministre des différents clauses de l'arrangement franco-suisse intéressant la région lyonnaise.

Informations Politiques

Paris, 22 décembre.

M. Clovis Hugues, à qui la Société des gens de lettres avait attribué le prix Jules Simon, écrit qu'il refuse ce prix. « Il y a, dit-il, une ironie involontaire, mais cruelle dans l'attribution de ce prix à un écrivain qui en a mérité rarement le fondateur. »

LES JESUITES

Londres, 22 décembre.

Le correspondant du Daily Chronicle à Rome dit que, malgré le vœu exprimé par les jésuites au dernier congrès de Loyola, que le siège du général de l'ordre fut transféré de Florence à Rome, le pape a décidé que ce changement n'aurait pas lieu.

LE DUEL CLÉMENCEAU

Paris, 22 décembre.

M. Clémenceau a quitté les bureaux du journal la Justice à deux heures et demie du matin. A ce moment, ses témoins, qui s'étaient rendus chez le général Saussier pour savoir s'il acceptait l'arbitrage, n'étaient pas de retour. M. Clémenceau ignorait si le général Saussier avait accepté l'arbitrage et quelles seraient les conditions du combat.

Hier matin, M. Clémenceau s'est rendu au tir Gastine-Renette et y a rencontré, coïncidence curieuse, son adversaire, M. Déroulède. M. Clémenceau a tiré vingt balles et en a mis dix-neuf dans le ventre du bonhomme.

On donnait hier, au sujet des préliminaires de la rencontre Clémenceau-Déroulède, des détails qu'il est intéressant de signaler.

M. Clémenceau, prévenu il y a quelques jours de l'accusation qui devait être portée contre lui à la tribune, avait inutilement attendu, durant toute la séance de lundi dernier, que ces révélations fussent faites. Il était rentré ce jour-là aux bureaux de la Justice, exaspéré de n'avoir pas pu entendre ces accusations pour y répondre. Il dit à ses collaborateurs : « Je suis beaucoup plus fatigué aujourd'hui que si j'avais parlé pendant quatre heures à la tribune. »

Mardi, continue les amis du député du Var, après la séance de la Chambre et après avoir consulté ses témoins, M. Clémenceau conduisit à la Justice ses deux filles, âgées l'une de vingt-trois ans, l'autre de vingt ans, ainsi que son fils, qui a atteint sa dix-huitième année.

En présence de ses collaborateurs et d'un certain nombre de ses amis, M. Clémenceau fit à ses enfants, en prévision de sa rencontre avec M. Déroulède, et en raison des conditions de cette rencontre, les adieux les plus touchants :

« Il y a des moments, leur dit-il, où il faut savoir sacrifier sa vie. Ne craignez rien, votre nom de Clémenceau, vous pouvez toujours le porter avec fierté. »

Tous les assistants étaient émus de cette scène, ajouta-t-on avec attendrissement. Sauf l'acteur principal avait gardé tout son sang-froid. Il parlait avec un calme absolu.

Paris, 22 décembre.

Le général Saussier ayant refusé l'arbitrage entre M. Clémenceau et M. Déroulède, les témoins se sont adressés à M. Féry d'Esclands, qui a rendu son jugement dans la matinée.

Le duel aura lieu au pistolet, au commandement, à vingt-cinq pas avec faculté de faire trois pas.

Six balles seront échangées.

LE DUEL

Le duel Déroulède-Clémenceau a eu lieu au champ de courses de Saint-Ouen. M. Déroulède arriva à 9 heures moins dix. Il était assisté des docteurs Dervillers et Paulin Méry. M. Clémenceau arriva en landau avec

ses témoins à 2 heures moins cinq, assisté du chirurgien Terrillon.

Les témoins choisirent l'emplacement, mesurèrent les distances, flambèrent les pistolets. Le duel eut lieu à 25 pas sans approche, trois balles échangées de part et d'autre au commandement.

Pendant les préparatifs, M. Déroulède arpentait l'allée longeant intérieurement les murs du parc situé à la droite de l'entrée. M. Clémenceau resta calme, sans impatience, dans le landau qui l'avait amené et qui stationnait derrière celui de M. Déroulède.

A 2 heures 35, MM. Déroulède et Clémenceau, sur l'invitation de leurs témoins, se rapprochèrent de l'emplacement. A trois heures, les adversaires étaient mis en présence : M. Déroulède, la tête découverte ; M. Clémenceau, couvert de son chapeau.

Le premier coup de pistolet fut tiré à 3 heures 5 ; trois minutes après, deuxième coup ; le troisième coup, tiré sans résultat, à 3 heures 10.

Le duel terminé, les adversaires se sont séparés en se serrant la main.

Paris, 22 décembre.

Devant le refus du général Saussier, les témoins s'étaient adressés à M. Féry d'Esclands, dont l'opinion a été que la lettre par laquelle M. Déroulède parlant de M. Clémenceau s'est exprimé dans les termes suivants : « Il veut le choix des armes, qu'il le prenne. J'attends », donnait aux témoins de ce dernier le droit de choisir le pistolet dans les conditions ordinaires ou l'épée. Les témoins de M. Clémenceau avaient demandé le tir au visé jusqu'à ce que l'un des adversaires fût atteint.

Autour du Panama

Paris, 22 décembre.

Les déclarations de M. Gamard

M. Gamard, député de la droite, délégué par la commission d'enquête à l'inventaire des papiers de M. de Reinach, interviewé au sujet de la découverte de nouveaux chèques, a rectifié ce qui a été dit au sujet de ses déclarations d'hier devant la commission d'enquête :

Je n'ai jamais dit, à tel dit, qu'une vingtaine de membres du Parlement fussent compromis dans l'affaire du Panama, à la suite de l'inventaire de la correspondance personnelle et des livres de M. de Reinach. Voici exactement ce que j'ai déclaré à la commission d'enquête :

Parmi les papiers déposés à la banque Propper, nous avons trouvé des carnets de chèques, une correspondance volumineuse remontant à 1868, et enfin le copie lettres de M. de Reinach. Des chèques, il ne restait plus que les talons.

Sur quinze d'entre eux, se trouvaient inscrits le nom des membres du Parlement. Mais ces talons ne portaient pas de date, de sorte que nous n'avons pu savoir à priori s'ils avaient quelque corrélation avec l'affaire du Panama. On ne pourra s'en convaincre que par l'examen des souches, que mon collègue Dupuy-Dutemps a, m'a-t-on dit, retrouvées aujourd'hui.

D'autre part, les noms des mêmes membres du Parlement se retrouvent dans des lettres écrites à M. de Reinach, soit par eux, soit par des tiers, à leur sujet. De même un certain nombre de lettres figurant au copierettes sont adressées aux membres du Parlement, auxquels j'ai fait allusion, ou bien à d'autres personnes relativement à eux.

Mais, je le répète, il faudra un examen approfondi pour déterminer si les chèques et les lettres sont relatifs à l'affaire du Panama ou à toute autre.

Je n'ai pas dit autre chose à la commission d'enquête. Vous me permettrez de ne prononcer le nom d'aucun des quinze députés ou sénateurs dont le nom figure dans les papiers. Tout ce que je peux dire, c'est que, parmi eux, ne se trouve aucun membre de la droite.

Lettre de M. de Cassagnac

Extrait d'une lettre adressée au journal le Jour par M. de Cassagnac :

Ni de près ni de loin, directement ou indirectement, dans aucune circonstance, je n'ai été mêlé à l'affaire du Panama, si ce n'est pour avoir défendu ses malheureux actionnaires, que je n'abandonnerai pas, dans cinquante articles de mon journal et dans trois discours à la tribune de la Chambre. Et jamais, jamais il n'a été question de me mettre en cause, pas plus qu'il en sera jamais question.

Les Socialistes et les Scandales

Un rédacteur du Journal a interviewé le socialiste M. Vaillant, au sujet des scandales du Panama :

Nous ne pouvons que nous réjouir, a-t-il dit, des événements qui se déroulent sous nos yeux. Ces affaires du Panama vont fatalement amener la ruine du régime opportuniste.

Or, quelle chose peut nous être plus agréable ? Sans nul doute le parti socialiste va bénéficier de ce trouble général. Le parti opportuniste agonise.

M. Gobron

Le bruit ayant couru hier que M. Gobron, ancien député des Ardennes, avait été arrêté, un de nos confrères s'est présenté chez M. Gobron, qui lui a fait la déclaration suivante :

J'ai dit très nettement à la commission d'enquête que telle était la nature de mes rapports avec M. de Reinach. Je suis prêt à répéter ces explications devant le juge d'instruction s'il me convoque.

En tout cas, je n'ai encore vu aucune nouvelle de lui, et vous me voyez très tranquille et prêt à me rendre à toute convocation qui pourrait m'être envoyée.

L'Instruction

Le juge d'instruction Franqueville a envoyé à différents parquets de France des commissions rogatoires à l'effet d'opérer des perquisitions aux domiciles de certaines personnes.

La Société de la Dynamite

L'instruction relative à l'affaire de la Société de la dynamite (affaire Arton, Le Guay, Barbs) a été close hier. On assure que, dans le dossier dressé par le juge d'instruction Weiler, au sujet des poursuites exercées contre MM. Le Guay et Arton, une correspondance compromettante se rattachant aux affaires du Panama aurait été découverte et énoncé lieu à de nouvelles demandes de poursuites.

Nouvelles poursuites

Dans la perquisition faite hier chez M. Propper, on a, ainsi que je vous l'ai dit, trouvé le copie de lettres du baron de Reinach qui a fourni au juge d'instruction des instructions très utiles à sa mission. On assure que M. Bourgeois a aussitôt réuni au ministère de la justice le procureur général et le préfet de police.

Une nouvelle réunion aurait eu lieu chez le garde des sceaux, au cours de laquelle de nouvelles poursuites auraient été décidées contre des membres du Parlement. On cite les noms de MM. Naquet, Laur, Laguerre et Saint-Martin pour la Chambre, et celui de M. Hébrard, directeur du Temps, pour le Sénat.

Feuilleton de l'ÉCHO DE LYON 23 décembre 82

LE CLUB

DES

Valets de Cœur

PAR

PONSON DU TERRAIL

ROCAMBOLE

De notre hôtel de la rue Moncey.

« Mon cher baron,

« L'homme propose, la femme dispose. Cette sentence n'a d'autre but que de vous prouver que Baccarat ne veut pas que l'aïlle déjeune chez vous aujourd'hui. La belle folle a ses nerfs, dit-elle, et a besoin de grand air.

« Nous allons croquer un poulet froid et une côtelette au coin du feu, et nous sortirons en voiture tantôt.

« Pardonnez à un homme heureux.

« Comte ANTOFF. »

Après avoir lu, le baron tendit la lettre à ses deux interlocuteurs.

« Voyez, dit-il, le comte a écrit sur du papier jaune paille marqué d'un B.

— Précisément. — Tiens, il y a un post-scriptum. — Et d'une autre écriture. — Ça, dit le baron, c'est une ligne de Baccarat elle-même.

Et le baron lut encore : « Merci, cher Manerve, de votre cadeau. Votre petit Russe est charmant, et je suis capable de l'aimer, d'autant mieux que j'ai touché à la trentaine, l'âge où les femmes trouvent un cœur quelquefois.

— Ah ! diable ! murmura l'un des jeunes gens, ces derniers mots sont plus que significatifs.

— Vous trouvez ? — Et Chérubin aura tort de tancer le parti. — Il est le tiendra-t-il pas, dit le baron.

— Bah ! — Demandez-le-lui. — Et le jeune homme indiqua du doigt M. Oscar de Verny qui déjeunait fort tranquillement en écoutant cette conversation.

Le baron se retourna. — Ah ! parbleu ! dit-il, vous étiez là, monsieur de Verny ?

— Qui, baron. — Et... vous avez entendu ? — J'ai entendu. — Eh bien ? — Eh bien, je trouve le comte un homme très heureux.

Le baron sourit. — Mon Dieu ! dit dédaigneusement Chérubin, le comte est si riche... — Bah ! il est blond, ricana Chérubin.

— Toujours est-il que vous avez bien fait de ne pas tenir le parti. — C'est ce qui vous trompe, car je le tiens.

— Vous le tenez ? — Plus que jamais... — Vous êtes fou...

— C'est fort possible, mais je tiens le parti. — Chérubin jeta un louis au garçon et se leva.

Son cheval était devant la porte, aux mains de son groom.

— Baron, dit Chérubin en saluant les trois membres de son club, savez-vous où je pourrai rencontrer le comte ?

— Mais, répondit M. de Manerve en riant, chez Baccarat.

— J'irai, ce sera une façon de présentation qui ne manquera point d'originalité. Adieu, messieurs !

Et Chérubin sortit, sauta lestement en selle et prit au petit trot la route du bois, où il avait rendez-vous, à Madrid, avec M. le vicomte de Camboul.

— Voilà une voyante mort, dit froidement le baron en le voyant s'éloigner.

— Bah ! — Je vous répète, messieurs, dit M. de Manerve, que Chérubin est un homme mort. Baccarat ne l'aimera point.

— Et vous croyez que, dans ce cas, je comate est homme à le tuer ? — Je le crois.

Le baron articula ces trois mots avec conviction, et ajouta :

— D'abord, le comte est un jeune homme qui fait peu de cas de la vie humaine ; ensuite, Chérubin l'a froissé dans son orgueil. Je vous le répète, Chérubin est un homme mort.

— Eh bien, répondit l'un des jeunes gens en se versant à boire, requiescat in pace. — Amen ! acheva le baron.

« Peut-être, avant d'aller plus loin, est-il nécessaire de dire en peu de mots ce qu'était ce personnage de notre histoire qui était doué de ce merveilleux pouvoir de séduction, et qu'on nommait Chérubin. L'origine de cet homme était aussi étrange que sa beauté.

Trente années auparavant, une riche et

belle Irlandaise, mistress Blackfield, quittait Dublin à bord d'un navire qui se rendait aux Indes. Peut-être y avait-il dans la résolution de mistress Blackfield, qui était veuve depuis un an, quelque motif secret autre que l'humeur vagabonde qui s'empare toujours d'une Anglaise excentrique à un moment donné de sa vie ; peut-être songait-elle qu'elle avait, au mouillage de Calcutta, un beau cousin, midshipman sur un navire de S. M. britannique, lequel cousin avait vingt-six ans, avait professé un violent amour pour elle à son dernier voyage à Dublin, et deviendrait fou de joie en la voyant arriver veuve, libre et tenant à la main un portefeuille contenant un million de banknotes et de traites sur les comptoirs de la Compagnie des Indes.

Malheureusement, l'intripide Irlandaise avait fait ses calculs de bonheur d'une façon trop exclusive ; elle n'avait pas voulu admettre les chances adverses d'une si longue course.

Un gros temps assaillit le navire à la hauteur du cap de Bonne-Espérance, qu'il ne parvint à doubler qu'en perdant sa mâture et en jetant à la mer une partie de sa cargaison.

Quand le beau temps reparut, une voile se montra à l'horizon. C'était un pirate colombien qui arrivait après la tempête, en véritable oiseau de proie des mers. Le pauvre navire désemparé essaya vainement de fuir.

Le pirate était fin volleur ; il aborda le navire le pistolet au poing, s'empara, jeta l'équipage à la mer, et il allait en faire autant de mistress Blackfield, lorsqu'il s'aperçut qu'elle était jolie, et comme il était à marier il la prit pour femme.

Le capitaine colombien était jeune, beau, admirablement pris dans sa taille élégante et moyenne, et la romanesque mistress Blackfield, tout en se repentant amèrement d'avoir quitté sa paisible ville de Dublin, où elle aurait certainement trouvé un époux de

son choix, bien avant l'expiration de son deuil, la romanesque mistress Blackfield, disons-nous, s'avoua qu'elle aurait pu tomber beaucoup plus tôt en amour.

En effet, le Colombien était beau en dépit de son teint cuivré, de ses lèvres un peu épaisses et de ses cheveux d'un noir verdâtre, signes caractéristiques de la race indienne. En un mot, c'était un peu-rouge assez agréable à l'œil, et qui acheva de séduire la pauvre mistress Blackfield en lui débitant quelques compliments à peu près tournés à l'européenne.

Dix ans s'écoulèrent pour mistress Blackfield entre le ciel et l'eau, dans la cabine de cet époux forcé, qui, du reste, était fort sérieusement épris de sa beauté éblouissante.

Un fils était né de cette union de hasard, un petit garçon presque aussi brun que son père, dont l'œil était noir, profond et respirait un charme étrange, dont la chevelure d'ébène descendait en boucles capricieuses et touffues sur ses épaules de demi-nues.

Le pirate, ayant fait fortune, se décida, un beau jour, à aller vivre honnêtement dans sa patrie et à brigrer les honneurs auxquels a droit tout bon colon bien enrichi et possesseur d'une femme blanche. Malheureusement il était écrit que mistress Blackfield ne jouirait jamais du calme qu'elle n'avait cessé de rêver depuis son fatal départ de Dublin. Ce pirate colombien n'avait plus que quelques centaines de lienes marines à faire pour être à jamais à l'abri des représailles de ces nations d'humeur grondée qui courent sans aux écumeurs de mer, lorsqu'une irgète anglaise le découvrit, lui donna la chasse et le prit à l'abordage.

Tout l'équipage du pirate fut jeté par-dessus bord, on ne fit grâce qu'à mistress Blackfield et à son enfant, qui furent ramenés en Europe.

La pauvre femme s'était prise à aimer son redoutable époux ; le pirate mort, la sen-

sible mistress Blackfield s'abandonna à un désespoir sans limite et elle mourut le jour même où la frégate victorieuse entra dans la Tamise.

L'enfant du Colombien et de mistress Blackfield avait dix ans alors.

C'était déjà un mousse hardi qui promettait de faire un marin. Il demeura à bord de la frégate, fit avec elle le tour du monde, et relâcha, deux ans après, précisément dans un port de la Colombie.

Là, attendant parler l'espagnol corrompu qui avait été sa langue maternelle, le petit Chérubin déserta et passa à bord d'un corsaire de son pays.

De dix à vingt ans, Chérubin fut un jeune loup de mer.

À vingt ans, chose rare, la mer l'ennuya. Il se prit à rêver de l'Europe et de Paris. Il avait combattu vaillamment, il avait eu sa part des prises ; il s'embarqua pour la France avec une centaine de mille francs environ. Chérubin voulait voir du pays.

Sur le navire qui le transportait en Europe, se trouvait un vieillard, un Français, que le souvenir de la patrie avait poursuivi pendant cinquante années d'exil, et qui, au terme de sa carrière, voulait revoir une dernière fois son bercail.

M. de Verny, c'était son nom, était parti cadet de famille avant la Révolution, sans chercher fortune au Brésil. La fortune lui avait souri ; il revenait riche en France, et espérait y découvrir quelque lointain héritage qui porterait son nom, car presque toute sa famille avait péri sur l'échafaud révolutionnaire.

Chérubin possédait déjà ce charme du regard, cette

Ces poursuites seraient demandées aujourd'hui.

Herz et Arton

Le bruit a couru que le gouvernement avait demandé à l'Angleterre l'extradition de Cornélius Herz. Ce bruit est inexact.

Mais ce qui est certain, c'est que celle d'Arton a été demandée et que la police anglaise l'a recherché dernièrement, mais sans succès.

Les Bénéficiaires des Chèques

La Cocarde dit que M. Thévenet est le bénéficiaire du chèque Elouis.

Quant au chèque Aigoïn, celui-ci, dans une note adressée aux journaux, dément formellement que le chèque de 20,000 francs porté à son nom ait été touché pour le compte d'un membre du Parlement ou pour des besoins politiques.

Le Guay et Arton en Cour d'assises

La chambre des mises en accusation a renvoyé devant la cour d'assises M. Le Guay, directeur de la société de dynamite, et Arton.

M. Waldeck-Rousseau, défenseur de M. Le Guay, ayant demandé communication du dossier, se l'est vu refuser.

Le greffier criminel a, en effet, le droit de refuser communication du dossier à la défense tant que le conseiller qui doit présider les assises n'est pas nommé.

C'est pour ce seul motif que la communication du dossier a été refusée, et non, comme on pourrait le croire, parce qu'il est actuellement compulsé par la commission d'enquête.

Ajoutons que ce dossier renferme un carnet d'Arton, dans lequel se trouvent des noms de députés, dont un certain nombre de boulangistes; mais ces noms sont suivis de signes convenus, intelligibles seulement pour celui qui les a tracés. Il n'y a aucune indication de sommes ni de dates.

Le 130 de la rue Lafayette

On lit dans la Libre Parole: Des perquisitions ont été opérées de tous côtés pour trouver les documents relatifs aux tripotages du Panama.

On a trouvé déjà bien des choses. Mais a-t-on tout trouvé et les intéressés n'ont-ils pas réussi à dissimuler une partie des pièces compromettantes, soit pour les députés, soit pour les administrateurs ou pour les entrepreneurs?

Cette question est importante aujourd'hui surtout, où rien de ce qui touche cette colossale escroquerie n'est indifférent pour l'opinion publique.

Parmi les immeubles où des perquisitions ont été opérées, se trouve le 180 de la rue Lafayette, domicile de M. Brémont, dit de Véragande, l'un des fondateurs du fameux Crédit auquell Arton a collaboré activement.

On a pu fouiller l'appartement de ce monsieur, mais il serait peut-être bon de perquisitionner dans la boutique dépendant du même immeuble et donnant sur la rue Château-Landon.

Cette boutique est louée pour trois mois encore, et si nos renseignements sont exacts, voici ce que M. Clément, ou tout autre fonctionnaire chargé de ce genre d'opération trouverait en se faisant ouvrir les portes de ce local:

Dernière des caissiers vides, devant lesquels se trouvent des rouleaux de papier peint venant d'une fabrique voisine, se trouvent certains coffres-forts Fichet qui, auparavant, ornaient les bureaux de la compagnie de Panama.

Que contiennent ces coffres-forts, si soigneusement cachés dans l'immeuble où demeure M. Brémont, dit de Véragande? Voilà ce qui peut être intéressant, et nous souhaitons que le gouvernement profite de notre indication, bien précise, pour donner ordre à ses perquisitionneurs ordinaires et extraordinaires de se rendre sans retard à l'adresse ci-dessus.

Quant on est déterminé à faire la lumière, toute la lumière, il est bon de ne négliger aucun détail.

Cette dissimulation de coffres-forts semble indiquer qu'ils contiennent des choses intéressantes à faire connaître au public.

La Commission d'Enquête

Paris, 22 décembre.

Déposition de M. Floquet

La commission d'enquête s'est réunie à dix heures.

Elle a entendu M. Floquet, qui a affirmé très catégoriquement que les accusations portées contre lui sont absolument fausses, qu'il n'a jamais reçu du Panama une somme quelconque, à aucune occasion, pour les fonds secrets du ministère ou pour un autre objet, qu'il n'a jamais exercé ni autorisé personne à exercer, ni qu'il ait su que personne ait exercé aucune pression sur la Compagnie du Panama.

M. Floquet a terminé sa déposition en disant:

J'aurais poussé la candeur un peu loin si j'avais pu me figurer que dans la répartition du fonds spécial destiné à la publicité des journaux et régulièrement touché par eux, des influences politiques ne s'exerceraient pas, et si, m'enfermant dans une indifférence qui est une véritable abdication, je n'avais pas, au moyen des informations que j'ai recherchées et des communications que m'ont été spontanément faites, observé et suivi d'aussi près que possible cette répartition, non pas au point de vue commercial qui ne me regardait pas, mais au point de vue politique qui m'intéressait.

États. A cette action qui était de l'essence même de la fonction du ministre chargé de la sûreté générale, il ne s'est mêlé aucune exigence ni aucun manquement d'argent.

Je répète que jamais la Compagnie de Panama n'a ajouté aucun complément aux fonds secrets du gouvernement.

M. Yves Guyot

M. Yves Guyot, convoqué par la commission d'enquête au sujet des propositions par lui, a refusé de comparaitre, disant que ces propositions avaient été dénoncées par un espion et qu'il ne veut pas se prêter à des manœuvres tendant à mêler le nom de M. Carnot aux affaires du Panama.

SÉANCE DU SOIR

La commission d'enquête a tenu une seconde séance cette après-midi, à 3 heures et demie.

M. Bourgeois Elle a entendu M. Bourgeois, garde des sceaux:

M. Brisson. — La commission désire savoir comment les talons des chèques Thierree ont été saisis par la justice?

M. la garde des sceaux. — Lundi dernier, M. Franqueville a fait appeler et a interrogé M. Thierree qui, sous la foi du serment, a déclaré que les talons étaient dans sa maison de banque.

Le juge d'instruction s'y est rendu avec M. Thierree et les a saisis.

M. Brisson. — La commission désire savoir si elle pourra avoir communication du dossier de la dynamite et des pièces saisies à la suite de l'information nouvelle.

M. Bourgeois. — Sur l'affaire Le Guay-Arton voici où en sont les choses. Le juge a demandé avant-hier à la chambre des mises en accusation de lever les scellés apposés sur ces dossiers; il procède en ce moment à la vérification. La communication qui vous intéresse sera faite le plus tôt qu'il sera possible dans les conditions précédemment fixées; de même, pour l'information judiciaire, nous vous communiquerons les pièces, dès que nous le pourrions, sans troubler une instruction longue et délicate et sans compromettre l'intérêt de la défense.

M. Barthou. — Pouvez-vous dire s'il y a eu des photographies des chèques? — R. Je ne sais rien et ne puis rien affirmer officiellement. J'ai entendu dire comme tout le monde des choses que la justice n'a pas apprises officiellement. Vous m'avez, à cet égard, envoyé une lettre que j'ai transmise à la justice et des suites de laquelle je ne suis pas encore informé.

Un long dialogue s'engage entre les membres de la commission au sujet de la date et de la façon dont tous les dossiers seront communiqués. M. Bourgeois se borne à répéter à différentes reprises que le juge d'instruction se conformera aux usages constants et ne fera rien qui puisse diminuer la situation qu'avait la commission avant la perquisition et la saisie.

Diverses autres questions ont été posées au ministre.

M. Mathé. — Est-ce que, à la suite de la procédure criminelle ouverte, l'affaire correctionnelle se poursuivra devant la cour?

M. Bourgeois. — Je ne puis me prononcer là-dessus. C'est la première Chambre de la cour qui statuera.

M. Jéhobois. — Nous n'avons appris la saisie des talons que par le bruit public. Le garde des sceaux peut-il nous donner la raison de cette réserve au sujet de la saisie?

M. Brisson. — Le garde des sceaux, dans une conversation que nous eûmes lundi, m'avait fait part de cette saisie, mais il me demanda de garder le secret.

M. Bourgeois. — Je l'avais trouvé à peine une heure avant. Tout le reste qu'on a raconté n'est pas sérieux et il ne convient pas de répondre à une insinuation sur laquelle je ne veux pas laisser s'établir le moindre doute. Je demande formellement que cette prestation figure au procès verbal.

M. Grousset. — Le gouvernement a reconnu l'utilité de certaines dispositions de la proposition Pourquery de Boisserin sur le serment et a dit qu'il en prenait l'initiative.

M. Bourgeois. — J'ai déjà répondu à la tribune. Nous ne demandons qu'à marcher d'accord avec la commission et les faits nouveaux qui se sont produits ne nous ont pas paru rendre une loi nécessaire.

M. Grousset. — Le gouvernement a reconnu l'utilité de certaines dispositions de la proposition Pourquery de Boisserin sur le serment et a dit qu'il en prenait l'initiative.

M. Bourgeois. — J'ai déjà répondu à la tribune. Nous ne demandons qu'à marcher d'accord avec la commission et les faits nouveaux qui se sont produits ne nous ont pas paru rendre une loi nécessaire.

M. Grousset. — Le gouvernement a reconnu l'utilité de certaines dispositions de la proposition Pourquery de Boisserin sur le serment et a dit qu'il en prenait l'initiative.

M. Bourgeois. — J'ai déjà répondu à la tribune. Nous ne demandons qu'à marcher d'accord avec la commission et les faits nouveaux qui se sont produits ne nous ont pas paru rendre une loi nécessaire.

M. Grousset. — Le gouvernement a reconnu l'utilité de certaines dispositions de la proposition Pourquery de Boisserin sur le serment et a dit qu'il en prenait l'initiative.

M. Bourgeois. — J'ai déjà répondu à la tribune. Nous ne demandons qu'à marcher d'accord avec la commission et les faits nouveaux qui se sont produits ne nous ont pas paru rendre une loi nécessaire.

Déposition de M. Andrieux

Voici la déposition de M. Andrieux:

M. Brisson. — Vous jurez de dire toute la vérité? — R. Je jure de ne rien dire qui ne soit la vérité, mais vous n'avez pas les pouvoirs judiciaires qui me permettent d'aller au delà.

M. Bourgeois. — Vous avez des renseignements? — R. Je sais beaucoup de choses, mais je ne veux rien dire dont je ne sois certain et dont je n'aie la preuve.

Ce que je sais à trait aux chèques Thierree. Maintenant que les talons brûlés sont sortis de leurs cadres, je vous apprendrai moins de choses.

M. — Nous vous demandons de dire ce que vous savez. — R. Tous les noms sortis jusqu'ici et les membres du Parlement poursuivis sont à ma connaissance bénéficiaires de quelques-uns de ces chèques. J'ai eu l'occasion de voir les doubles. M. de Reinach, après avoir délégué ces papiers a voulu avoir un confident: il a fait faire des copies ou plutôt il a fait reproduire la formule.

Je vais vous lire une de ces formules que je pourrai d'ailleurs vous laisser. C'est une photographie d'une copie. L'employé qui l'a écrite ignorait le bénéficiaire. Le nom du talon, et pour l'édification du confident, M. de Reinach avait écrit des signes indiquant le nom du bénéficiaire. La copie porte les initiales A. R., écrites au crayon. Le bénéficiaire peut contester la valeur de ces hiéroglyphes et lire Andrieux, mais je ne le pense pas.

Je crois que pour vos chèques il était laissé un certain nombre de points correspondant aux lettres. Pour ces copies il ne l'a pas fait, car il y avait des annotations indicatives. J'ai voulu faire la vérification des écritures, j'ai vu toutes les copies: elle était facile avec l'aide des lettres de M. de Reinach.

M. Andrieux dit:

Tenez, avec celle-ci, adressée à M. François Deloncle.

« Savez-vous s'il y a des photographies des originaux? — R. Je ne sais pas. »

« Vous avez parlé d'un confident. — R. Je l'ai reçu confidentiellement et si je vous le disais, nous serions trop de confidentes. »

« La note explicative est-elle de M. de Reinach? — R. Non, elle date de deux ans environ, elle n'avait pu être dictée qu'à une personne de l'entourage intime que la comparaison des écritures permettrait de retrouver. »

« Mais nous n'avons pas la note explicative. — R. Ici je me heurte à un scrupule. Je demande que la commission, qui y a intérêt, n'insiste pas. »

« Pardons, nous insistons. — R. J'ai une photographie que je remettrai à la commission, si elle le demande. »

« Nous vous la demandons. — R. C'est la photographie d'une note dont j'ai vu l'original et dont la commission retrouvera facilement l'auteur. La photographie a représenté les caractères qu'un nouveau travail pourrait rétablir. »

M. Andrieux remet la note qu'il lit à la commission. Elle est écrite sur la première et quatrième pages d'un papier écroulé; elle n'est pas datée, mais le destinataire dit que tout lui a été remis il y a un peu plus de deux ans.

La vétusté de cette note montre qu'elle n'a pas été faite pour la cause actuelle.

Voici ce que contient cette note:

20,000 francs touchés par Arène, acquitté par Orsati, son secrétaire. 20,000 francs touchés par Devès, acquitté par Castelbon, son secrétaire.

550,000 francs touchés par Barbe, ancien ministre, acquitté par Chevillard, son secrétaire.

20,000 francs touchés par Albert Grévy, acquitté par lui.

20,000 francs touchés par Jules Roche, acquitté par Schmitt, son employé.

25,000 francs touchés par Dugué de la Fauconnerie, acquitté lui-même.

20,000 francs touchés par Aigoïn, pour Floquet.

M. Andrieux. — Je n'insiste pas, vous comprenez mon scrupule.

40,000 francs touchés par Rouvier, acquitté par Vlasto.

80,000 francs touchés par Clottat, par Cahen, d'Anvers.

M. Andrieux dit: « Il y a là un trou de quatre députés parmi lesquels un personnage inconnu. »

D. Vous savez qui le trou représente? — R. Oui, mais je ne me sens pas le courage de faire une dénonciation sur une personnalité non désignée encore.

C'est le moment de parler. — R. Je parlerai devant le juge d'instruction. D. Vous ne pouvez pas apporter des documents tronqués. Le silence est pire que tout, et vous parlez devant le juge. — R. Je n'ai enlevé qu'un nom. Quant aux quatre députés, je ne les connais pas.

Je vais vous mettre sur la voie: j'ai vu un autre chèque qui porte Raph, c'est-à-dire Raphaël Caen, d'Anvers.

D. Vous nous remettez un document incomplet en nous renvoyant à un document que nous n'aurons peut-être jamais. Nous vous conjurons de parler. — R. Sur ce point, la liste m'a été communiquée confidentiellement, j'ai pris un engagement dont la seule sanction pourrait me relever. J'ai le scrupule de la parole donnée.

D. Mais vous avez l'habitude de dire toute la vérité, que ne la dites-vous? La commission décide qu'elle va délibérer.

M. Barthou demande qu'on n'entende pas un témoin qui met la commission dans la situation où se place M. Andrieux. Cette proposition est repoussée.

M. Andrieux est introduit à nouveau, il continue sa déposition ainsi: 40,000 francs touchés par Pesson, acquitté par Tubie, garçon de recettes.

40,000 francs touchés par Rouvier, acquitté par le garçon de recettes du Crédit mobilier.

25,000 francs touchés par Léon Renaud, acquitté par lui.

200,000 francs touchés par Gobron, acquitté par Praston, son banquier.

20,000 francs touchés par Proust, acquitté par Buster, son domestique.

Un chèque Béral acquitté par Odinger, son employé.

25,000 francs touchés par Thévenet, acquitté par Dupuy.

Les chèques Cornélius Herz et Chant, ne figurant pas sur la note, échantillon d'une date postérieure.

Pais une indication de 1,350,000 fr. touchés par Arton et distribués à 104 députés dont il peut donner la liste, et dont les paiements varient entre 1,000 et 300,000 fr.

M. Andrieux, continuant sa lecture, lit l'indication suivante: « M. Sans-Leroy, puis M. Maret. » Il continue:

Il a été remis 250,000 fr. à M. Floquet pour usages gouvernementaux. D. — Vous persistez dans vos réserves? — R. Sur la plus grave, oui; je répondrai quant au reste.

La pièce n'est pas de fabrication récente, vous pouvez arriver très promptement à la découverte de l'auteur du document.

Et, puisque la commission insiste, je vais le renseigner, ce qui vous permettra de retrouver l'écriture parmi les pièces tenues sous scellés. C'est qu'il n'y a que trois ou quatre personnes qui aient pu l'écrire. Vous remarquerez notamment les R majuscules.

Quant au document, je l'ai reçu de Cornélius Herz entre les mains d'un agent, se trouve l'original. On m'a promis la preuve: pour quelques noms j'ai eu de la peine à l'obtenir, mais je l'ai obtenue.

Je vais vous donner un document qui vous prouvera ma bonne foi; c'est une copie que j'ai prise sur le coin d'une table d'hôtel, presque malgré Cornélius Herz.

D. L'original est entre les mains de Cornélius Herz? — R. Je m'emploierai à vous le faire obtenir.

D. Cornélius Herz ne peut-il pas venir? — R. Le document peut venir, lui, il n'est pas malade.

M. de Villebois-Mareuil. — Pouvez-vous dire qui vous a mis sur la trace de ce document?

R. C'est Cornélius Herz, lui-même, qui m'a remis un document probant; c'était avant la mort du baron de Reinach; il ne m'a donné alors des renseignements que successivement et sans se faire prier. J'en ai pris copie à la hâte.

D. Avez-vous parlé des chèques Arton? — R. Il y a eu des chèques Thierree, des chèques Arton et des distributions par les administrateurs que vous connaissez officiellement.

Arton, dit-on, a distribué 1,340,000 entre cent quatre députés. Je n'ai d'autre document que celui que je vous ai fourni; pour le reste, nous sommes dans le domaine des potins que je ne puis répéter.

D. Donc, pour les 104 députés vous n'avez pas de preuves? — R. Non, je ne cautionne pas la véracité des documents de la note indicative, d'ailleurs je n'hésite pas à déclarer que le véritable M. de Reinach m'est devenu fort suspect.

D. Êtes-vous rédacteur à la Libre Parole? — R. Non, je donne des renseignements à tous les journalistes qui viennent chez moi.

D. Avez-vous parlé de certaines infamies? — R. Je veux d'autant mieux le dire que je puis ainsi réparer le tort que ma déposition cause à M. Floquet. J'avais entendu dire que M. Floquet avait exigé 750,000 francs de la Compagnie de Panama pour ses besoins politiques et comme condition d'un accord avec le Crédit foncier.

M. Cottu m'a raconté qu'un jour M. de Reinach lui dit que M. Floquet avait besoin de 750,000 fr. immédiatement pour la lutte politique. M. Cottu se récria et demanda d'être mis en présence de M. Floquet, M. de Reinach promit.

Le lendemain, il vint prendre M. Cottu et lui dit que M. Floquet était très occupé, il le conduisit chez M. Clémenceau, son représentant, lui dit que M. Christophe, dont les projets contrecarraient Panama, pourrait être renversé, que le gouvernement donnerait avec lui ou son successeur l'influence du Crédit Foncier.

MM. de Reinach et Cottu vont chez Clémenceau; celui-ci interrogé, dit que M. Christophe peut être renversé, mais on ne dit pas un mot des questions d'argent. A la sortie, M. Cottu, inquiet, consentit à payer les 750,000 francs et il m'a dit qu'il avait été escroqué.

Le reçu disait: Je déclare avoir reçu de M. Cottu, pour le compte de la compagnie

de Panama, la somme de 750,000 fr. pour une somme de publicités convenue, somme que je lui restituerais, si l'affaire n'est pas conclue dans le délai convenu.

Plus tard, M. Cottu se fâcha, il prit M. de Reinach par la barbe, le poussa entre deux murs et exigea de lui un chèque, puis vint l'effondrement définitif, et le surplus de la somme ne fut jamais payé.

M. Barthou. — Mais alors si M. de Reinach est capable de cet acte malhonnête, comment pouvez-vous tirer des attestations faites par lui la déduction, la preuve que des hommes politiques ont vendu leur vote pour un prix qu'il affirme? — R. Vous apprécierez les faits que je vous indique. M. de Reinach, malhonnête envers les autres, n'avait aucune raison de n'être pas sincère envers lui-même sur les talons des chèques qu'il a gardés.

D. Quand Cornélius Herz a-t-il quitté Paris? — R. Huit jours après la mort de M. de Reinach, car je l'ai vu dans l'inter-valle.

D. Avez-vous des relations avec M. de Reinach? — R. Des relations indiscrètes. Je l'ai vu deux fois dans ma vie. Un jour il me dit: « Au besoin je donnerai les noms des membres du Parlement. »

M. Jéhobois. — Cornélius Herz vous a-t-il raconté la démarche de MM. Rouvier et Clémenceau? — R. Oui, puisque vous me le demandez. Je crois que j'étais la personne dont on voulait arrêter la campagne. La Libre Parole n'attaquait pas M. de Reinach; on voulait faire cesser la campagne de la Cocarde.

D. Pourquoi la Libre Parole n'attaquait-elle pas M. de Reinach? — R. La campagne a été commencée par Micos qui attaquait le baron de Reinach, puis ses articles cessent, de petites notes paraissent, mais on n'a rien. C'est à ce moment que M. de Reinach me fit savoir qu'il était disposé à donner les renseignements qu'il était heureux de profiter contre un parti dont je n'ai pas les idées.

J'ai combattu le personnel pour le triomphe de mes théories; quand on m'a offert des armes je les ai prises. M. de Reinach mettait la condition que je ne l'attaquerais plus dans la Libre Parole; mais les attaques contre d'autres étaient fournies par lui qu'on n'attaquait plus.

On a dit que M. Constans dirigeait la campagne de la Cocarde, il a nié avec beaucoup d'énergie et de conviction. Je n'ai pas à apprécier. C'est pour arrêter la Cocarde qu'on s'adressait à M. Constans et pour arrêter la Libre Parole, on s'adressait à moi.

M. Bastions Après M. Andrieux, la commission a entendu M. Bastions qui fut chargé, en 1888, des relations avec la presse. Il constate que celle-ci fut très modérée, puisque malgré l'importance de l'émission elle ne reçut que de 1,300,000 à 1,500,000 francs.

M. Cafarelli M. Cafarelli, entendu ensuite, dit qu'il a entendu M. Yves Guyot tenir le propos suivant: « On a vu M. Constans remettre à M. Carnot pendant la séance du conseil des ministres un pli cacheté contenant la liste des gens qui ont touché dans les affaires de Panama. »

La séance a été levée après cette audition. La commission entendra demain MM. Salis, Fouquet et Mège.

CHAMBRE

Paris, 22 décembre.

AVANT LA SÉANCE

Il paraît à peu près certain qu'il ne se produira aujourd'hui aucun incident. La journée sera consacrée à des discussions d'affaires.

LA SÉANCE

La séance est ouverte à 2 heures sous la présidence de M. Floquet. La Chambre adopte des projets locaux autorisant divers départements à contracter des emprunts.

Un projet portant annulation et ouverture de crédits sur l'exercice 1892 est adopté à l'unanimité de 388 votants.

La Chambre adopte sans discussion: 1° Un projet autorisant l'application du tarif minimum à certains produits originaires des Etats-Unis; 2° Un projet déterminant les rapports commerciaux entre la France et la Roumanie; 3° Un projet approuvant des conventions de commerce et de navigation entre la France et la Colombie, la France et l'Uruguay, la France et le Paraguay, la France et la République-Argentine.

Tous ces projets bénéficient de l'urgence. L'Arrangement Franco-Suisse

L'ordre du jour appelle la discussion du projet portant approbation de l'arrangement commercial signé à Paris le 23 juillet 1892 entre la France et la Suisse.

L'urgence est déclarée. Après une échange d'observations entre MM. Bourgeois (Jura) et Méline, le projet est adopté.

Il ne fait du reste qu'établir entre les deux pays le traitement de la nation la plus favorisée, avec cette clause importante toutefois, que si le tarif venait à être relevé, le relèvement ne serait applicable aux produits suisses qu'un an après la notification, et réciproquement pour le tarif suisse à l'égard des produits français.

Là où la question devient grave, c'est sur le projet suivant qui bénéficie, lui aussi, de l'urgence. Ce projet tend à modifier le régime d'un certain nombre de marchandises dénommées dans le tableau A, annexe de la loi des douanes du 11 janvier 1892.

M. Bourgeois (Jura) combat le projet. Il s'oppose à toute réduction du tarif minimum, mais il n'est guère écouté.

Quelques députés venant des couloirs apportent la nouvelle que le don Clémenceau-Dérouté s'est heureusement terminé sans qu'aucun des adversaires ait été atteint. On les entoure, on demande des renseignements, et c'est au milieu de l'innatention générale que M. Viger remplace M. Bourgeois à la tribune.

M. Viger est hostile au projet, sauf en ce qui concerne l'horlogerie. La France, en allant au protectionnisme, ne fait que suivre l'exemple des nations voisines et de la Suisse elle-même.

L'oraclement par des chiffres que les concessions faites par la Suisse ne sont nullement l'équivalent de celles obtenues par elle ni au point de vue de l'importance des réductions ni à celui du nombre des produits favorisés. En effet, ces réductions ne s'appliquent qu'à 20 millions environ de marchandises françaises tandis que celles qu'on nous réclame profiteraient à 40 millions de produits suisses.

M. Viger prend successivement les principaux articles du tarif qu'on propose de modifier, et de l'examen des échanges auxquels ces articles donnent lieu, il conclut que les modifications seraient tout à l'avantage de la Suisse et au détriment de l'industrie et de l'agriculture françaises.

Quant aux concessions de la Suisse, elles sont insignifiantes. Croit-on, par exemple, que le commerce des vins y trouve un avantage sérieux? Tandis que les concessions faites par nous profiteraient pour la plupart aux nations qui jouissent à notre égard du traitement de la nation la plus favorisée autant sinon plus qu'à la Suisse elle-même.

M. Dérouté vient de gagner sa place, il est entré par la petite porte placée en haut des banquettes de l'estrade gauche. Plusieurs collègues de la droite, notamment MM. Laroche-Joubert, Arthur Legendrand, Engerland, viennent lui serrer la main.

M. Viger conclut en demandant le passage à la discussion des articles afin que la Chambre puisse justifier son refus d'accepter la majeure partie des réductions proposées.

M. Rolland demande à la Chambre de ne point passer à la discussion des articles. Si le gouvernement n'a pas dépassé la limite de son droit constitutionnel en présentant le projet actuel, il a manqué au point de vue parlementaire, à ses devoirs envers la Chambre en ne tenant pas compte des sentiments qu'elle avait manifestés lors de la discussion du tarif général.

M. Jules Roche dit qu'il ne s'arrêtera pas à la question de savoir si la Chambre passera ou ne passera pas à la discussion. En réalité, la Chambre discute actuellement une convention diplomatique qui se présente sous une triple ou quadruple forme faite pour égarer les esprits.

Toutes les dispositions résultant de cette convention sont solidaires: il importe donc de voter les choses loyalement.

Le numéro 18.429 gagne 100,000 francs.

Le numéro 308.446 gagne 30 000 francs.

Les numéros 118.930 et 209.291 gagnent chacun 10 000 francs.

Les quatre numéros suivants gagnent chacun 5 000 francs.

Les trente numéros suivants: 396.456 26.462 4.780.266 485.029 56.632 47.490 188.459 434.189 52.585 160.483 301.781 48.241 476.136

MÈRE ET MARTYRE

PAR PAUL D'AIGREMONT

M. Stambef, un de mes clients, m'a appris, madame, que vous aviez un enfant malade, voulez-vous me le montrer, dit Raymond, froid comme un marbre, et le visage tellement méprisant que s'il ne se fût pas agi de son fils, jamais Reine n'eût consenti à aller plus loin.

il a attrapé fréquemment des rhumes et des bronchites, mais il en guérissait assez facilement quand, il y a deux ans, lors de cette terrible épidémie d'influenza, il l'a eue. La crise a été très violente, la fièvre a cédé difficilement et il est resté avec ces quintes et ces étouffements comme celui que vous lui voyez dans ce moment-ci.

du jeune docteur, semblait attendre de lui son arrêt de vie ou de mort. Enfin Raymond eut terminé. — Vous pouvez le revêtir, dit-il. — Est-ce grave? demanda Reine dont la voix s'étranglait dans la gorge.

son désespoir, car elle le sentait bien, jamais ce programme ne pourrait être mis à exécution par elle. Sous ces efforts son visage se contractait horriblement. — Monsieur, dit Clément qui, devant la douleur de sa femme trouva le courage de parler, ne pourriez-vous pas ordonner autre chose?

comme des nègres, sept ans que nous n'avons pris ni un plaisir ni une distraction, et une fatalité telle pèse sur nous que tout ce qui réussit aux autres nous traîne ou tourne à mal.

— Oui, mais cela même nous est refusé. Ma femme a couru toute cette après-midi pour obtenir des marchandises payables quand M. Stambef nous aurait payés lui-même. Ses propositions n'ont été acceptées par personne.

M^{me} CLAUDIA somnambule. Renseignez et tous les événements, destinée, recherches, procès, maladies, commerce, etc. Cartes, lignes main, magie, magn., suggestions. Lyon, rue Centrale, 4, au 3^{me}. Traite par correspondance.

GUÉRISON SURE & RADICALE PAR LES Dragées R.R. PP. Prémontres. A base de Valériane de zinc et des principes actifs du QUINQUINA des MIGRAINES, NÉURALGIES. Dépôt Général à Lyon BOISSIER & FOURNIER, Droguistes Rue de la Poutillerie, 6.

SALSEPAREILLE QUET sous forme d'un SIROP agréable. LE MEILLEUR DÉPURATIF du Sang et des Humeurs. S'emploie en toute saison. S'adresser Pharmacie Quet, 5, r. de la Préfecture, Lyon.

A LOUER 19, rue Dubois, Lyon Grands Locaux. Pouvant servir pour bureaux, commerce ou appartement. — S'adresser à MM. Gérentet et Périer, rue du Garet, 3.

EN PRÉPARATION ANNUAIRE GÉNÉRAL DU COMMERCE DE LYON (INDICATEUR FOURNIER) et du Département du Rhône. ÉDITION DE 1893. Publié sous la direction de Léon FOURNIER, avocat.

SERVICE D'HIVER VIENT DE PARAITRE SERVICE D'HIVER L'INDICATEUR DES CHEMINS DE FER de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de l'Est de Lyon de l'Ouest-Lyonnais et de Lyon à Trévoux. WAGON. Contenant le service de toutes les correspondances avec les gares de ces diverses lignes.

Entreprise de Travaux Publics et Privés ODDOUX & C^{ie}. Démolition du Quartier Grolée. BOIS à BRULER. Vente de tous les matériaux concernant la construction.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION A L'ANNUAIRE GÉNÉRAL DU COMMERCE DE LYON ET DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE. Je soussigné, déclare souscrire à un Exemplaire de l'Annuaire général du Commerce de Lyon et du Département du Rhône.

BOURSE DE LYON Du 22 Décembre 1892. FONDS D'ÉTAT. 3 1/2 Français... 98 50. Obligations. Ville de Lyon... 110.

BOURSE DE PARIS Du 22 Décembre 1892. DÉPÊCHE GOUVERNEMENTALE. AU COMPTANT. COURS DE CLOTURE. HUILES DE COLZA. SUCRES Roux 88°.

COURS COMMERCIAUX ET MARCHÉS DE PARIS. Paris, 21 Décembre (3 h. soir). HUILES DE LIN. SUCRES Blancs n° 3. MARCHÉ DE LA VILLETTE. MARCHÉ AUX BESTIAUX.

CONDITION DES SOIES Du 21 Décembre 1892. MARCHÉ AUX BESTIAUX. MARCHÉ DE LA VILLETTE. MARCHÉ AUX BESTIAUX.

V. VERMOREL à VILLEFRANCHE (Rhône). Sulfure de Carbone. PALS INJECTEURS. ALAMBICS. CHOCOLAT MENIER. NICE ROSE.